



*Projet de loi du Conseil d'Etat*

*Date de dépôt : 1<sup>er</sup> juillet 2026*

## **Projet de loi**

**modifiant diverses lois au niveau du mode d'envoi des communications de l'administration cantonale** (*Communications efficaces et économes de l'administration cantonale*)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

### **Art. 1      Modifications**

<sup>1</sup> La loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887 (LCP – D 3 05), est modifiée comme suit :

#### **Art. 219, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> L'administration de l'enregistrement peut procéder à la taxation d'office de la succession si l'ayant droit ou son mandataire, après avoir reçu la demande, ne remet pas sa déclaration dans le délai imparti.

\* \* \*

<sup>2</sup> La loi sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009 (LIPP – D 3 08), est modifiée comme suit :

#### **Art. 54 (nouvelle teneur)**

En cas d'estimation par experts, le département doit notifier la décision à chaque intéressé. Cette décision indique le montant de la nouvelle estimation et mentionne qu'une réclamation peut être adressée par écrit au département dans un délai de 30 jours à compter de sa réception.

\* \* \*

<sup>3</sup> La loi de procédure fiscale, du 4 octobre 2001 (LPFisc – D 3 17), est modifiée comme suit :

**Art. 19, al. 2 (abrogé, les al. 3 et 4 anciens devenant les al. 2 et 3)**

**Art. 37, al. 2 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> La sommation est notifiée au contribuable sous forme d'un rappel avec fixation d'un délai de 10 jours et à ses frais.

\* \* \*

<sup>4</sup> La loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales, du 26 juin 2008 (LPGIP – D 3 18), est modifiée comme suit :

**Art. 38, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> La demande de sûretés est notifiée au contribuable.

\* \* \*

<sup>5</sup> La loi sur les droits de succession, du 26 novembre 1960 (LDS – D 3 25), est modifiée comme suit :

**Art. 15, al. 5 (nouvelle teneur)**

<sup>5</sup> Le président du tribunal, après avoir convoqué les parties dans les 10 jours, sans frais, et les avoir entendues si elles se présentent, décide souverainement du choix des experts.

**Art. 42, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> L'administration de l'enregistrement peut taxer d'office la succession si l'ayant droit ou son mandataire, après en avoir reçu la demande, ne remet pas sa déclaration dans le délai imparti.

**Art. 65, al. 6 (nouvelle teneur)**

***Notification de la décision***

<sup>6</sup> La décision motivée du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures est notifiée au débiteur.

\* \* \*

<sup>6</sup> La loi sur les droits d'enregistrement, du 9 octobre 1969 (LDE – D 3 30), est modifiée comme suit :

**Art. 10, al. 4 (nouvelle teneur)**

<sup>4</sup> Le président du tribunal, après avoir convoqué les parties dans les 10 jours, sans frais, et les avoir entendues si elles se présentent, décide souverainement du choix des experts.

**Art. 170, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> L'administration de l'enregistrement peut taxer d'office un acte ou une opération soumis à l'enregistrement, si les pièces et éléments justificatifs ne sont pas fournis dans le délai imparti, par l'envoi d'un avis adressé au débiteur des droits ou à celui qui est tenu de faire enregistrer l'acte ou l'opération.

**Art. 178, al. 6 (nouvelle teneur)**

*Notification de la décision*

<sup>6</sup> La décision motivée du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures est notifiée au débiteur.

**Art. 179, al. 5 (nouvelle teneur)**

*Notification de la décision*

<sup>5</sup> La décision du Tribunal administratif de première instance est notifiée aux 2 parties, en copie certifiée conforme, avec accusé de réception.

\* \* \*

<sup>7</sup> La loi d'application du code civil suisse et d'autres lois fédérales en matière civile, du 11 octobre 2012 (LaCC – E 1 05), est modifiée comme suit :

*Limites naturelles fluctuantes*

**Art. 145, al. 2 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> Lorsque les limites d'un immeuble par rapport au domaine public font l'objet de modifications en raison des effets naturels du lac ou d'un cours d'eau, la direction de l'information du territoire doit requérir l'inscription au registre foncier de la mention « limite naturelle fluctuante » pour les parcelles concernées. Les propriétaires en sont avisés.

\* \* \*

<sup>8</sup> La loi d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger, du 20 juin 1986 (LaLFAIE – E 1 43), est modifiée comme suit :

**Art. 17, al. 2 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> Elles sont notifiées aux parties ainsi qu'aux autorités intéressées en application de l'article 17, alinéa 2, de la loi fédérale.

\* \* \*

<sup>9</sup> La loi sur la profession d'avocat, du 26 avril 2002 (LPAv – E 6 10), est modifiée comme suit :

**Art. 46, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Les décisions de la commission sont motivées et notifiées à l'intéressé.

\* \* \*

<sup>10</sup> La loi sur les procédés de réclame, du 9 juin 2000 (LPR – F 3 20), est modifiée comme suit :

**Art. 29, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> La commune notifie aux intéressés les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'il n'y ait urgence.

**Art. 30, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours au moins.

\* \* \*

<sup>11</sup> La loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers, du 30 octobre 2020 (LPSSP – F 4 05), est modifiée comme suit :

**Art. 33, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> L'autorité compétente selon la loi notifie aux communes et aux autres intéressés les mesures qu'elle ordonne.

\* \* \*

<sup>12</sup> La loi d'application des dispositions fédérales en matière de protection civile, du 9 octobre 2008 (LProCi – G 2 05), est modifiée comme suit :

**Art. 19, al. 1 et 2 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Si des défauts sont constatés dans un ouvrage, le département notifie aux intéressés les mesures qu'il ordonne et fixe un délai pour l'exécution.

<sup>2</sup> En cas de non-respect des mesures prescrites, des travaux d'office sont exécutés aux frais du propriétaire de l'ouvrage.

\* \* \*

<sup>13</sup> La loi sur les routes, du 28 avril 1967 (LRoutes – L 1 10), est modifiée comme suit :

**Art. 80 (nouvelle teneur)**

L'autorité compétente notifie aux intéressés, par courrier, les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.

**Art. 82, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours au moins imparti par courrier.

\* \* \*

<sup>14</sup> La loi sur les déchets, du 2 septembre 2022 (LDéchets – L 1 21), est modifiée comme suit :

**Art. 45 (nouvelle teneur)**

L'autorité compétente notifie à la contrevenante ou au contrevenant les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai convenable pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.

**Art. 46, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échu sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.

\* \* \*

<sup>15</sup> La loi sur les ressources du sous-sol, du 7 avril 2017 (LRSS – L 3 05), est modifiée comme suit :

**Art. 22 (nouvelle teneur)**

Le département notifie au contrevenant les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai convenable pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.

**Art. 23, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échu sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.

\* \* \*

<sup>16</sup> La loi sur les gravières et exploitations assimilées, du 28 octobre 1999 (LGEA – L 3 10), est modifiée comme suit :

**Art. 25, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Le département notifie aux intéressés les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.

**Art. 26, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échu sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.

\* \* \*

<sup>17</sup> La loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites, du 4 juin 1976 (LPMNS – L 4 05), est modifiée comme suit :

**Art. 51 (nouvelle teneur)**

L'autorité compétente notifie aux intéressés les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.

**Art. 53, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.

\* \* \*

<sup>18</sup> La loi sur les constructions et les installations diverses, du 14 avril 1988 (LCI – L 5 05), est modifiée comme suit :

**Art. 132, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Le département notifie aux intéressés les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.

**Art. 133, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.

\* \* \*

<sup>19</sup> La loi sur le ramonage et les contrôles spécifiques des émanations de fumées, du 17 décembre 1981 (LRam – L 5 25), est modifiée comme suit :

**Art. 12, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours imparti par courrier.

\* \* \*

<sup>20</sup> La loi sur l'exercice des professions d'architecte et d'ingénieur du 17 décembre 1982 (LPAI – L 5 40), est modifiée comme suit :

**Art. 14, al. 4 (nouvelle teneur)**

<sup>4</sup> La décision est rendue par écrit et notifiée à l'intéressé.

\* \* \*

<sup>21</sup> La loi sur les améliorations foncières, du 5 juin 1987 (LAmF – M 1 05), est modifiée comme suit :

**Art. 27, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Tous les propriétaires des immeubles situés à l'intérieur du périmètre provisoire sont convoqués en assemblée générale par le conseil administratif de la commune où se trouve la majeure partie des terrains situés dans le périmètre ou par le département.

**Art. 50, al. 4 (nouvelle teneur)**

<sup>4</sup> Un avis identique est adressé à tous les propriétaires inclus dans le périmètre. Il précise que dans le même délai les réclamations écrites peuvent être déposées à la mairie.

**Art. 55, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Tous les propriétaires dont les terrains sont situés dans le périmètre modifié, sont convoqués par le comité.

**Art. 66, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Un avis de mise à l'enquête publique est adressé par le comité à chaque propriétaire, avec un extrait de son compte.

**Art. 67, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Le comité avise les propriétaires, à charge pour eux d'informer leurs fermiers.

**Art. 72, al. 2 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> Un avis est adressé à chaque propriétaire avec indication des voies et délais de réclamation, ainsi qu'un extrait des estimations qui le concernent.

**Art. 74, al. 2 (nouvelle teneur)**

<sup>2</sup> Le registre foncier adresse un avis à tous les propriétaires et titulaires de droits intéressés, en indiquant les voies de droit et le délai de réclamation.

**Art. 81, al. 1 (nouvelle teneur)**

<sup>1</sup> Le comité notifie à chaque propriétaire un extrait du document qui répartit définitivement les frais en lui indiquant le montant de sa contribution.

**Art. 96, al. 4 (nouvelle teneur)**

<sup>4</sup> A défaut d'accord, la commission de classification rend une décision motivée qui est adressée à chaque intéressé, avec indication de la voie et du délai de recours.

\* \* \*

<sup>22</sup> La loi sur la police rurale, du 31 août 2017 (LPRur – M 2 25), est modifiée comme suit :

**Art. 8 (nouvelle teneur)**

L'autorité compétente notifie aux intéressés les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.

**Art. 10, al. 3 (nouvelle teneur)**

<sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.

**Art. 2      Entrée en vigueur**

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Le mode d'envoi des communications de l'administration dépend des circonstances et de la nature du pli adressé à la ou au destinataire (simple communication, décision, sommation ou autres).

Le choix du mode d'envoi doit en particulier tenir compte des impératifs de sécurité juridique et permettre à l'administration de démontrer que le pli expédié a effectivement été remis à l'administrée ou l'administré; il doit en outre constituer une voie rapide d'acheminement et être aussi économe que possible.

Le présent projet de loi, modifiant plusieurs dispositions de lois, a pour objectif de conférer à l'administration cantonale la latitude et la responsabilité du choix du mode d'envoi des communications, qui répondent aux objectifs d'économie, d'efficacité et de sécurité juridique.

### **1. Le cadre légal**

a) aucune obligation générale de recourir à un mode d'envoi particulier.

De manière générale, sauf disposition spéciale contenue dans une loi fédérale<sup>1</sup>, il n'existe pas de règle générale obligeant les autorités administratives ou juridictionnelles, fédérales ou cantonales, à employer un mode d'envoi particulier pour leurs décisions.

Au niveau fédéral, la loi fédérale sur la procédure administrative, du 20 décembre 1968 (PA; RS 172.021), prévoit que l'autorité notifie ses décisions aux parties par écrit, sans préciser un mode d'envoi particulier; la notification pouvant intervenir par voie électronique aux parties qui ont accepté cette forme de transmission (art. 34 PA).

---

<sup>1</sup> A savoir les prononcés pénaux au sens de l'article 85, alinéa 2, du code de procédure pénale suisse, du 5 octobre 2007 (CPP; RS 312.0), les citations, les ordonnances et les décisions du tribunal civil (art. 138, al. 1 du code de procédure civile, du 19 décembre 2008 (CPC; RS 272)) et les communications, les mesures et décisions des offices et des autorités de surveillance des offices des poursuites et des faillites (art. 34, al. 1, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 11 avril 1889 (LP; RS 281.1)).

Au niveau cantonal, une même règle prévaut, les décisions étant notifiées aux parties, le cas échéant à leur domicile élu auprès de leur mandataire, par écrit (art. 46, al. 2, de la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985 (LPA; rs/GE E 5 10) et art. 19, al. 1 et 2, de la loi de procédure fiscale, du 4 octobre 2001 (LPFisc; rs/GE D 3 17)). Par ailleurs, il sied de relever qu'une décision administrative peut être communiquée également par voie électronique à l'administrée ou l'administré, pour autant qu'elle ou il y ait préalablement consenti (art. 18A et 46, al. 1 et 2 LPA et art. 18, al. 2, lettre b, de la loi sur l'administration en ligne, du 23 septembre 2016 (LAeL; rs/GE B 4 23), et art. 9 du règlement sur l'administration en ligne, du 26 juin 2019 (RAeL; rs/GE B 4 23.01)).

S'agissant des juridictions cantonales et fédérales, il n'est prévu aucun mode d'envoi particulier pour les décisions rendues (art. 61, al. 2 PA, art. 60 de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral, du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), et art. 143 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, du 14 décembre 1990 (LIFD; RS 642.11)).

Or certaines dispositions du droit cantonal prévoient, sans marge de manœuvre possible pour l'administration, le mode d'envoi par recommandé (R) des courriers.

Cette obligation faite à l'administration d'adresser ses communications selon un mode d'envoi particulier n'apparaît en fin de compte juridiquement ni nécessaire ni judicieuse.

En effet, les communications des autorités sont soumises au principe de la réception. Il suffit qu'elles soient placées dans la sphère de puissance de leur destinataire et que celle-ci ou celui-ci soit à même d'en prendre connaissance pour admettre qu'elles ont été valablement notifiées<sup>2</sup>.

S'agissant de la preuve de la notification d'une décision administrative et de la date à laquelle cette notification a eu lieu, la jurisprudence prévoit qu'il incombe en principe à l'administration d'en faire la démonstration<sup>3</sup>. Cela a pour conséquence que si un acte est envoyé par pli simple (courrier A ou B), plutôt qu'en courrier recommandé (R), en recommandé avec accusé de réception (AR) ou en courrier A Plus (A+), il y a lieu de se fonder sur les déclarations de la ou du destinataire de la communication, qui affirmerait ne pas l'avoir reçu.

---

<sup>2</sup> Arrêt du Tribunal fédéral 8C\_875/2018 du 24 juillet 2019.

<sup>3</sup> ATF 124 V 400, consid. 2a.

Ainsi, la ou le destinataire est protégé dans ses droits si l'administration ne peut pas faire la démonstration qu'elle a employé un mode d'expédition permettant d'attester de la réception effective du pli.

En synthèse, le fait de préciser de manière contraignante dans certaines dispositions un mode d'expédition particulier n'est pas nécessaire, car l'administration recourra généralement à celui permettant de démontrer la réception du pli, et qui soit par ailleurs le mode le plus adapté au regard des circonstances et des critères d'efficacité et d'économie.

b) modes d'envoi recommandé et courrier A Plus : mêmes effets juridiques

Selon la jurisprudence, le courrier recommandé et le courrier A Plus déploient les mêmes effets juridiques au niveau de la preuve de la réception.

En cas d'utilisation de l'un ou l'autre de ces modes d'envoi, il y a présomption naturelle que le pli a bien été distribué à la ou au destinataire, ou, plus précisément, qu'il a été remis dans la sphère d'influence de cette dernière ou ce dernier. Qu'il s'agisse de l'envoi par recommandé ou par courrier A Plus, le suivi disponible en ligne dans l'outil *Track and Trace* ne prouve pas directement que l'envoi a effectivement atteint la sphère d'influence de la ou du destinataire, mais simplement que le bureau de poste a effectué une inscription correspondante dans son système d'enregistrement. La jurisprudence conclut de cette inscription que l'objet, soit alternativement le pli adressé par courrier A Plus ou l'avis de retrait s'il s'agit d'un courrier envoyé par recommandé, a été placé dans la boîte aux lettres ou la boîte postale de la ou du destinataire.

La jurisprudence précise qu'une erreur dans la notification, laquelle ne peut jamais être exclue, ne suffit pas en soi à renverser la présomption susmentionnée; il doit pour ce faire y avoir des indices concrets d'une erreur. Cette présomption de notification peut ainsi être renversée par la ou le destinataire, qui doit démontrer en quoi une notification incorrecte est plausible au vu des circonstances. L'allégation d'une ou un justiciable selon laquelle elle ou il est victime d'une erreur de notification par voie postale et, par conséquent, sa bonne foi, ne peuvent être prises en considération que si la présentation qu'elle ou il fait des circonstances entourant la notification en cause, est concevable et repose sur une certaine vraisemblance<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Arrêt de la Cour de justice 506/2020, du 1<sup>er</sup> avril 2020, consid. 3, p. 7; arrêt du Tribunal fédéral 2C\_1059/2018, du 18 janvier 2019, consid. 2.2.2, et arrêt Tribunal fédéral 2C\_16/2019 du 10 janvier 2019, consid. 3.2.2; ATF 142 III 599, consid. 2.4.

Le courrier recommandé et le courrier A Plus déployant finalement les mêmes effets juridiques au niveau de l'appréciation de la preuve de la réception, il y a lieu de passer en revue les caractéristiques et les avantages du courrier A Plus par rapport au recommandé.

## **2. Caractéristiques du courrier A Plus par rapport au courrier recommandé**

Le courrier A Plus constitue un mode d'envoi prioritaire, qui permet à son expéditrice ou expéditeur de suivre en ligne, par l'outil *Track and Trace*, son envoi et connaître la date de sa remise dans la boîte aux lettres de la ou du destinataire.

Ce mode d'envoi se distingue du courrier recommandé par le fait que la remise du courrier A Plus à la ou au destinataire ne fait pas l'objet d'une signature, mais d'un enregistrement par la factrice ou le facteur, qui atteste électroniquement du dépôt dans la boîte aux lettres ou la case postale de la ou du destinataire. Il faut toutefois relever que cette différence de traitement s'est estompée en partie depuis la pandémie du COVID-19, vu que La Poste Suisse, par mesure de protection de son personnel et de ses clientes et clients, a prévu alors que la factrice ou le facteur « signe » pour la cliente ou le client, pour autant que celle-ci ou celui-ci ou une personne autorisée à prendre livraison des envois postaux soit présente lors de la distribution.

Le courrier A Plus se distingue ou se rapproche du courrier recommandé au niveau des aspects suivants :

### **a) distribution du lundi au samedi**

Tandis que le courrier recommandé n'est distribué que du lundi au vendredi, l'utilisation du mode d'envoi A Plus favorise une distribution plus fluide du courrier, du lundi au samedi, ce qui permet, selon les circonstances, à la ou au destinataire de recevoir plus rapidement la communication.

### **b) dès 2025, un courrier A Plus arrivé samedi est considéré reçu le lundi suivant**

Jusqu'en 2024, un courrier A Plus arrivé dans la boîte aux lettres un samedi était considéré reçu le même jour, par exemple pour des résiliations de contrat, une décision des autorités ou des jugements. Le délai qui lui était attaché débutait ainsi le lendemain, soit le dimanche, même si la lettre avait été récupérée le surlendemain, soit le lundi.

Des confusions et des inconvénients juridiques pouvaient alors survenir, vu que, avec le mode d'envoi A Plus, la ou le destinataire n'a pas à accuser réception de l'envoi et, si elle ou il le récupère le lundi, elle ou il ne sait pas si la communication a été remise le samedi ou le lundi, puisque cette information ne figure pas sur l'envoi. Elle ou il risquait alors de manquer le délai si elle ou il se trompait sur la date de fin et ainsi de perdre ses droits<sup>5</sup>.

Pour y remédier, dès l'année 2025, la règle de computation des délais a été modifiée, aux plans fédéral et cantonal<sup>6</sup>, en ce sens que lorsqu'un acte notifié par envoi postal est reçu un samedi, voire un dimanche, ou un jour férié prévu par le droit fédéral ou le droit cantonal, la communication de l'acte est réputée avoir lieu le premier jour ouvrable qui suit, qui correspond généralement à un lundi.

Ces modifications des lois de procédures fédérale et cantonale relatives à la computation des délais ont permis de supprimer l'inconvénient pour les destinataires de l'utilisation du mode d'envoi A Plus.

#### c) frais d'affranchissement réduits

L'économie des frais d'affranchissement est importante et peut aller jusqu'à **50%** par rapport au courrier recommandé pour le format en lettre B5 (soit 2,90 francs pour un envoi en courrier A Plus prêt à l'envoi (code-barre apposé par l'expéditrice ou l'expéditeur), contre 5,80 francs pour un recommandé), ou **19%** pour le format B4 supérieur (soit 4,70 francs pour le courrier A Plus prêt à l'envoi, contre 5,80 francs pour le recommandé), selon les tarifs en vigueur dès l'année 2025.

A l'économie des frais d'affranchissement pour le courrier A Plus s'ajoute celle du retour du pli qui n'a pas pu être remis à sa ou son destinataire.

Tandis que le courrier non réclamé expédié par courrier A Plus est retourné gratuitement, La Poste Suisse facture 1,00 franc le retour du pli recommandé non retiré (pour autant que l'enveloppe spécifie un retour en courrier simple, ce que pratiquent les services de l'administration, sinon le prix s'élève à **5,80 francs**).

---

<sup>5</sup> « [Un courrier "A+" arrivé samedi sera considéré reçu le lundi suivant](#) », dépêche ATS KEYSTONE-SDA-ATS AG, 19 juin 2025.

<sup>6</sup> RO 2023 491; FF 2020 2607; loi 13197, du 1<sup>er</sup> novembre 2024, modifiant diverses lois genevoises de procédure pour une harmonisation de la computation des délais.

d) une remise dans la boîte le lendemain de son envoi pour le « A+ » contre jusqu'à 7 jours pour l'envoi « R »

La remise du pli en courrier A Plus à la ou au destinataire intervient généralement le lendemain de son envoi. S'agissant en revanche du courrier expédié en recommandé, si la ou le destinataire n'est pas présent ou si elle ou il refuse sa réception, puis ne le retire pas ensuite, elle ou il est réputé ne l'avoir reçu que 7 jours après la première tentative de remise.

Le mode d'expédition par courrier A Plus est à ce niveau plus intéressant que celui du recommandé, car si la ou le destinataire adopte un comportement négligent, voire une stratégie dilatoire, elle ou il peut facilement gagner 7 jours avant que les effets juridiques attachés au contenu du courrier ne déploient leurs effets.

Cette réalité oblige certains services de l'administration, tels que les offices cantonaux des poursuites et des faillites, à expédier leurs communications tant par recommandé (vu les exigences du droit fédéral) que par pli simple, cela afin d'escompter une prise de connaissance effective de la communication par les destinataires.

e) suivi identique des envois par recommandé et courrier A Plus

Le mode d'envoi courrier A Plus permet, tout comme le mode d'envoi recommandé, un suivi précis dans l'outil *Track and Trace*, qui fait foi auprès des autorités administratives et juridictionnelles.

f) économie de gestion opérationnelle avec le courrier A Plus

Selon le retour d'expériences de certains services de l'administration, certaines et certains destinataires ne sont pas forcément enclins à se rendre au bureau de poste pour solliciter la remise de l'envoi dont elles ou ils présagent du contenu.

Dans certains services, un nombre important de courriers adressés en recommandé, qui ne sont pas réclamés, reviennent en retour, ce qui implique une gestion opérationnelle, et donc du personnel, pour un travail peu gratifiant et dont l'utilité est limitée à quérir une éventuelle information utile annotée par La Poste Suisse sur l'enveloppe (déménagé, destinataire introuvable à l'adresse indiquée, décédé, etc.).

S'agissant des envois en mode courrier A Plus, le besoin en gestion des plis en retour est marginal, vu que les plis sont distribués dans les boîtes à lettres et que le courrier n'est retourné que si la ou le destinataire est introuvable à l'adresse indiquée, si elle ou il a déménagé, si elle ou il est décédé, etc.

### **3. Nature des modifications législatives proposées**

Les modifications à apporter aux dispositions légales concernées consistent simplement à supprimer la mention préconisant l'utilisation du mode d'envoi recommandé (« avis recommandé », « lettre recommandée », « rappel recommandé »), de manière à donner à l'administration cantonale la latitude et, par conséquent, la responsabilité du choix du mode d'envoi, qui peut être, alternativement, le courrier A Plus ou l'envoi recommandé ou, si la ou le destinataire y a préalablement consenti, la communication électronique.

Les modifications proposées concernent 22 lois et touchent 46 dispositions légales, que précise le commentaire article par article (cf. chiffre 5, infra).

### **4. Impact financier**

L'économie d'affranchissement annuelle à réaliser au niveau de l'administration cantonale, en utilisant le mode d'envoi courrier A Plus en lieu et place du recommandé, est estimée à environ 220 000 francs, sur la base d'une analyse des envois de l'année 2025.

Durant celle-ci, ce sont au total 1 282 160 courriers que les services de l'Etat de Genève ont envoyés par recommandé en Suisse, dont 90,6% d'entre eux, soit 1 161 969 courriers, sont nécessairement envoyés selon ce mode compte tenu des exigences de lois fédérales (cf. supra 1.).

**2025**

|                                                                                                                              |                  |                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>Total des envois « R » en Suisse</b>                                                                                      | <b>1 282 160</b> | <b>100,0%</b>    |
| office cantonal des poursuites –<br>département des finances, des<br>ressources humaines et des<br>affaires extérieures (DF) | 654 160          |                  |
| pouvoir judiciaire                                                                                                           | 342 452          |                  |
| service des contraventions –<br>département des institutions et du<br>numérique (DIN)                                        | 145 360          | <i>1 161 969</i> |
| office cantonal des faillites – DF                                                                                           | 19 997           | <i>90,6%</i>     |
| <b>Solde</b>                                                                                                                 | <b>120 191</b>   | <b>9,4%</b>      |
| <b>dont administration fiscale<br/>cantonale (AFC)</b>                                                                       | <b>87 058</b>    | <b>6,8%</b>      |
| <b>dont autres services</b>                                                                                                  | <b>33 133</b>    | <b>2,6%</b>      |

Malgré la portion réduite de 9,4% de courriers adressés en recommandé par l'administration cantonale pour lesquels il existe une marge de manœuvre, ils représentent encore 120 191 des volumes expédiés, pour lesquels il est judicieux d'utiliser, pour la plupart, un mode d'envoi plus adapté et économique, tel le courrier A Plus.

Ce mode d'envoi permettra en outre de gagner en célérité (distribution le samedi, pas d'attente de l'expiration du délai de garde en l'absence de retrait ou de refus du pli) et d'économiser une gestion opérationnelle des courriers en retour, l'impact de ces avantages visant l'efficacité n'est toutefois pas mesurable.

## **5. Commentaires article par article**

Sous l'article 1 souligné du présent projet de loi, sont modifiées les lois suivantes, dans l'ordre de leur référence au recueil systématique de la législation genevoise (rs/GE) :

- *Alinéa 1, loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887 (LCP – D 3 05)*

A l'article 219, alinéa 1, sont biffés les termes « par avis recommandé ».

- *Alinéa 2, loi sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009 (LIPP – D 3 08)*

A l'article 54, sont biffés les termes « par lettre recommandée ».

– ***Alinéa. 3, loi de procédure fiscale, du 4 octobre 2001 (LPFisc – D 3 17)***

A l'article 19, est abrogé l'ensemble de l'alinéa 2. La première phrase empêche la notification par voie électronique alors que cette faculté existe selon les lois fédérales et cantonales de procédure si l'administrée ou l'administré y a consenti préalablement (cf. supra 1., le cadre légal). La seconde, phrase, faisant référence aux communications « recommandées lorsque la loi l'exige », n'a plus de sens, compte tenu des autres modifications apportées aux lois fiscales par le présent projet de loi.

A l'article 37, alinéa 2, est supprimé le terme « recommandé » relatif au rappel.

– ***Alinéa 4, loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales, du 26 juin 2008 (LPGIP – D 3 18)***

A l'article 38, alinéa 3, sont supprimés les termes « par pli recommandé ».

– ***Alinéa 5, loi sur les droits de succession, du 26 novembre 1960 (LDS – D 3 25)***

A l'article 15, alinéa 5, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

A l'article 42, alinéa 1, sont supprimés les termes « après en avoir reçu la demande par avis recommandé ».

A l'article 65, alinéa 6, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

– ***Alinéa 6, loi sur les droits d'enregistrement, du 9 octobre 1969 (LDE – D 3 30)***

A l'article 10, alinéa 4, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

A l'article 170, alinéa 1, est supprimé le terme « recommandé ».

A l'article 178, alinéa 6, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

A l'article 179, alinéa 5, sont supprimés les termes « par lettre recommandée, avec accusé de réception ».

- ***Alinéa 7, loi d'application du code civil suisse et d'autres lois fédérales en matière civile, du 11 octobre 2012 (LaCC – E 1 05)***

A l'article 145, alinéa 2, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

- ***Alinéa 8, loi d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger, du 20 juin 1986 (LaLFAIE – E 1 43)***

A l'article 17, alinéa 2, sont supprimés les termes « par pli recommandé ».

- ***Alinéa 9, loi sur la profession d'avocat, du 26 avril 2002 (LPAv – E 6 10)***

A l'article 46, alinéa 1, sont supprimés les termes « par pli recommandé ».

- ***Alinéa 10, loi sur les procédés de réclame, du 9 juin 2000 (LPR – F 3 20)***

A l'article 29, alinéa 1, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

A l'article 30, alinéa 1, sont supprimés les termes « imparti par lettre recommandée. ».

- ***Alinéa 11, loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers, du 30 octobre 2020 (LPSSP – F 4 05)***

A l'article. 33, alinéa 1, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

- ***Alinéa 12, loi d'application des dispositions fédérales en matière de protection civile, du 9 octobre 2008 (LProCi – G 2 05)***

A l'article 19, alinéa 1, sont supprimés à l'alinéa 1 les termes « par lettre recommandée ». Une erreur orthographique est par ailleurs corrigée à l'alinéa 2 (« non-respect »).

- ***Alinéa 13, loi sur les routes, du 28 avril 1967 (LRoutes – L 1 10)***

A l'article 80, sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ».

A l'article 82, alinéa 3, sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ».

– ***Alinéa 14, loi sur les déchets, du 2 septembre 2022 (LDéchets – L 1 21)***

Aux articles 45 et 46, alinéa 3, sont supprimés et remplacés les termes « par pli recommandé ».

– ***Alinéa 15, loi sur les ressources du sous-sol, du 7 avril 2017 (LRSS– L 3 05)***

A l'article 22, sont supprimés les termes « sous pli recommandé ».

A l'article 23, alinéa 3, sont supprimés et remplacés les termes « imparti par pli recommandé ».

– ***Alinéa 16, loi sur les gravières et exploitations assimilées, du 28 octobre 1999 (LGEA – L 3 10)***

Aux articles 25, alinéa 1, et 26, alinéa 3, sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ».

– ***Alinéa 17, loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites du 4 juin 1976 (LPMNS – L 4 05)***

A l'article 51, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

A l'article 53, alinéa 3, sont supprimés et remplacés les termes « imparti par lettre recommandée ».

– ***Alinéa 18, loi sur les constructions et les installations diverses, du 14 avril 1988 (LCI – L 5 05)***

Aux articles 132, alinéa 1, et 133, alinéa 3, sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ».

– ***Alinéa 19, loi sur le ramonage et les contrôles spécifiques des émanations de fumées, du 17 décembre 1981 (LRam – L 5 25)***

A l'article 12, alinéa 3, sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ».

- ***Alinéa 20, loi sur l'exercice des professions d'architecte et d'ingénieur, du 17 décembre 1982 (LPAI – L 5 40)***

A l'article 14, alinéa 4, sont supprimés et remplacés les termes « sous pli recommandé ».

- ***Alinéa 21, loi sur les améliorations foncières, du 5 juin 1987 (LAmF – M 1 05)***

Aux articles 27, alinéa 1, 50, alinéa 4, 55, alinéa 1, 66, alinéa 1, 67, alinéa 3, 72, alinéa 2, 74, alinéa 2, 81, alinéa 1, et 96, alinéa 4, sont supprimées l'ensemble des expressions diverses précisant le mode d'envoi par recommandé.

- ***Alinéa 22, loi sur les améliorations foncières, du 31 août 2017 (LPRur – M 2 25)***

A l'article 8, sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».

A l'article 10, alinéa 3, sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ».

L'article 2 prévoit que le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

#### Annexes :

- 1) *Préavis financier*
- 2) *Planification des charges et revenus de fonctionnement découlant du projet*
- 3) *Tableau comparatif*



REPUBLIQUE ET  
CANTON DE GENEVE

## PREAVIS FINANCIER

*Ce préavis financier ne préjuge en rien des décisions qui seront prises en matière de politique budgétaire.*

### 1. Attestation de contrôle par le département présentant le projet de loi

- ♦ Projet de loi présenté par le département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures.
- ♦ Objet : Projet de loi modifiant diverses lois au niveau du mode d'envoi des communications de l'administration cantonale (*Communications efficaces et économes de l'administration cantonale*)
- ♦ Rubrique(s) budgétaire(s) concernée(s) (CR et nature) : potentiellement tous les CR, nature 313002 Frais liés au courrier, mais principalement CR 0224.
- ♦ Numéro(s) et libellé(s) de programme(s) concernés : potentiellement tous les programmes mais principalement I02 Production et perception des impôts.
- ♦ Planification des charges et revenus de fonctionnement du projet de loi :

Les tableaux financiers annexés au projet de loi intègrent ☒ oui ☐ non la totalité des impacts financiers découlant du projet.

| (en mios de fr.)                | 2026 | 2027  | 2028  | 2029  | 2030  | 2031  | 2032  | Dès 2033 |
|---------------------------------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----------|
| Ch. personnel                   | -    | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -        |
| Biens et services et autres ch. | -    | (0.2) | (0.2) | (0.2) | (0.2) | (0.2) | (0.2) | (0.2)    |
| Ch. financières                 | -    | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -        |
| Amortissements                  | -    | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -        |
| Subventions                     | -    | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -        |
| Autres charges                  | -    | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -        |
| <b>Total charges</b>            | -    | (0.2) | (0.2) | (0.2) | (0.2) | (0.2) | (0.2) | (0.2)    |
| Revenus                         | -    | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -        |
| <b>Total revenus</b>            | -    | -     | -     | -     | -     | -     | -     | -        |
| <b>Résultat net</b>             | -    | 0.2   | 0.2   | 0.2   | 0.2   | 0.2   | 0.2   | 0.2      |

*h. ELK*

♦ Inscription budgétaire et financement :

Les incidences financières de ce projet de loi seront ☒ oui ☐ non inscrites au projet de budget de fonctionnement dès 2027, conformément aux données du tableau financier.

Les incidences financières de ce projet de loi sont inscrites ☒ oui ☐ non au plan financier quadriennal 2027-2030.

Autre(s) remarque(s) :

Le projet de loi touche tous les services de l'Etat qui pourront abandonner l'envoi en courrier recommandé au profit de l'envoi en courrier A Plus. Toutefois, l'impact financier principal est à l'administration fiscale cantonale (AFC), et est estimé à 220'000 francs, sur la base des statistiques d'affranchissements de l'année 2025. Dans les autres services/directions, l'économie est de l'ordre de quelques milliers de francs, voire, dans quelques cas, autour d'une dizaine de milliers de francs, mais n'a pas pu être calculée précisément. C'est la raison pour laquelle seul l'impact à l'AFC est inscrit au PFQ 2027-2030.

Le département atteste que le présent projet de loi est conforme à la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF), à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), au modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) et aux dispositions d'exécution adoptées par le Conseil d'Etat.

Genève, le : 16.06.26 Signature du responsable financier :

  
Stefanie Bartolomei-Flückiger

2. Avis du département des finances

Remarque(s) complémentaire(s) du département des finances : \_\_\_\_\_

Genève, le : 15 juin 2026

Visa du département des finances :

  
Eric Van Helden

N.B. : Le présent préavis financier est basé sur le PL, son exposé des motifs, le tableau financier et ses annexes transmis le 12 juin 2026.



**Remarques :**

Le projet de loi touche tous les services de l'Etat qui pourront abandonner l'envoi en courrier recommandé au profit de l'envoi en courrier A Plus. Toutefois, l'impact financier principal est à l'administration fiscale cantonale (AFC), et est estimé à 220'000 francs, sur la base des statistiques d'affranchissements de l'année 2025. Dans les autres services/directions, l'économie est de l'ordre de quelques milliers de francs, voire, dans quelques cas, autour d'une dizaine de milliers de francs, mais n'a pas pu être calculée précisément. C'est la raison pour laquelle seul l'impact à l'AFC figure dans ce tableau.

Date et signature du responsable financier :

16.06.2026



**Projet de loi modifiant diverses lois au niveau du mode d'envoi des communications de l'administration cantonale**  
(Communications efficaces et économiques de l'administration cantonale)

TABLEAU COMPARATIF

| Loi actuelle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Projet de loi                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Commentaires                                                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | La première colonne (loi actuelle) cite l'ensemble de l'article afin de situer le contexte de la modification proposée.                                                                                                                 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>Art.1 Modifications</b><br><sup>1</sup> La loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887 (LCP – D 3 05), est modifiée comme suit :                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Art. 219 Taxation d'office</b><br><sup>1</sup> L'administration de l'enregistrement peut procéder à la taxation d'office de la succession si l'ayant droit ou son mandataire, après avoir reçu la demande par avis recommandé, ne remet pas sa déclaration dans le délai imparti.<br><sup>2</sup><br><sup>3</sup> L'administration de l'enregistrement procède à la taxation d'office d'après les renseignements et indications dont elle dispose. | <b>Art. 219, al. 1 (nouvelle teneur)</b><br><sup>1</sup> L'administration de l'enregistrement peut procéder à la taxation d'office de la succession si l'ayant droit ou son mandataire, après avoir reçu la demande, ne remet pas sa déclaration dans le délai imparti.<br><sup>2</sup> La loi sur l'imposition des personnes physiques, du 27 septembre 2009 (LIPP – D 3 08), est modifiée comme suit : | Sont biffés les termes « par avis recommandé ».                                                                                                                                                                                         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>Art. 54 V. Notification de l'estimation</b><br>En cas d'estimation par experts, le département doit notifier la décision à chaque intéressé, par lettre recommandée. Cette lettre indique le montant de la nouvelle estimation et mentionne qu'une réclamation peut être adressée par écrit au département dans un délai de 30 jours à compter de sa réception                                        | Sont biffés les termes « par lettre recommandée ».                                                                                                                                                                                      |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>Art. 54 (nouvelle teneur)</b><br>En cas d'estimation par experts, le département doit notifier la décision à chaque intéressé. Cette décision indique le montant de la nouvelle estimation et mentionne qu'une réclamation peut être adressée par écrit au département dans un délai de 30 jours à compter de sa réception.                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <sup>3</sup> La loi de procédure fiscale, du 4 octobre 2001 (LPFisc – D 3 17), est modifiée comme suit :                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Art. 19 Notification</b><br><sup>1</sup> Les décisions de taxation sont notifiées au contribuable par écrit et indiquent les voies de droit. Les autres décisions et prononcés doivent, en outre, être motivés.                                                                                                                                                                                                                                    | <b>Art. 19, al. 2 (abrogé, les al. 3 et 4 anciens devenant les al. 2 et 3)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Est abrogé l'ensemble du 2 <sup>ème</sup> alinéa, dont la première phrase empêche la notification par voie électronique alors que cette faculté existe selon les lois fédérales et cantonales de procédure si l'administré y a consenti |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><sup>2</sup> Toutes les communications à faire au contribuable lui sont adressées sous pli fermé. Elles sont recommandées lorsque la loi l'exige.</p> <p><sup>3</sup> Le département peut exiger que le contribuable qui a son domicile ou son siège à l'étranger désigne un représentant en Suisse.</p> <p><sup>4</sup> Lorsque le contribuable n'a pas de domicile connu ou qu'il se trouve à l'étranger, sans avoir de représentant ou de domicile de notification en Suisse, les décisions ou prononcés lui sont notifiés valablement par publication dans la Feuille d'avis officielle.</p>                                                                                                                                                                                                  | <p><b>Art. 37 Taxation d'office</b></p> <p><sup>1</sup> Le département procède à une taxation d'office sur la base d'une appréciation consciencieuse si, malgré sommation, le contribuable n'a pas satisfait à ses obligations de procédure ou si les éléments impossibles ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes. Elle se fonde sur tous les indices concluants dont elle a connaissance et peut prendre notamment en considération les coefficients expérimentaux, l'évolution de la fortune et le train de vie du contribuable, l'évolution du bénéfice net, la réalité économique, à l'exclusion des formes juridiques qui servent à éluder l'impôt.</p> <p><sup>2</sup> La sommation est notifiée au contribuable sous forme d'un rappel recommandé avec fixation d'un délai de 10 jours et à ses frais.</p> | <p><b>Art. 37, al. 2 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>2</sup> La sommation est notifiée au contribuable sous forme d'un rappel avec fixation d'un délai de 10 jours et à ses frais.</p> <p><sup>4</sup> La loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales, du 26 juin 2008 (LPGIP – D 3 18), est modifiée comme suit :</p> | <p>préalablement (cf. point 1 de l'exposé des motifs). La seconde phrase, faisant référence aux communications « recommandées lorsque la loi l'exige », n'a plus de sens, compte tenu des autres modifications apportées aux lois fiscales.</p> |
| <p><b>Art. 38 Sûretés</b></p> <p><sup>1</sup> Si le contribuable n'a pas de domicile en Suisse ou que les droits du fisc paraissent menacés, le département peut exiger des sûretés en tout temps et même avant que le montant de l'impôt ne soit fixé par une décision entrée en force; la demande de sûretés, sommairement motivée, indique le montant à garantir; elle est immédiatement exécutoire; dans la procédure de poursuite, elle est assimilée à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 11 avril 1889.</p> <p><sup>2</sup> Les sûretés doivent être fournies en argent, en titres sûrs et négociables, sous la forme d'une garantie bancaire ou d'une consignation à la caisse de consignation de l'Etat.</p> | <p><b>Art. 38, al. 3 (nouvelle teneur)</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | <p>Sont supprimés les termes « par pli recommandé ».</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <p>Est supprimé le terme « recommandé » relatif au rappel.</p>                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                        |                                                              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <p><sup>3</sup> La demande de sûretés est notifiée au contribuable par pli recommandé.</p> <p><sup>4</sup> Le contribuable peut s'opposer à la demande de sûretés en interjetant un recours auprès du Tribunal administratif de première instance dans les 30 jours à compter de la notification de la demande. L'article 53 de la loi de procédure fiscale est applicable.</p> <p><sup>5</sup> Le recours contre la demande de sûretés n'a pas d'effet suspensif. L'article 66, alinéa 2, de la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985, est réservé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | <p><sup>3</sup> La demande de sûretés est notifiée au contribuable.</p>                                                |                                                              |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <p><sup>5</sup> La loi sur les droits de succession, du 26 novembre 1960 (LDS – D 3 25), est modifiée comme suit :</p> |                                                              |
| <p><b>Art. 15 Expertise</b><br/><i>Principe</i></p> <p><sup>1</sup> Si le capital, la valeur ou le prix, énoncé dans une déclaration de succession, paraît inférieur au prix réel ou à la valeur vénale, le directeur de l'administration de l'enregistrement peut ordonner une estimation par expert. Le droit de faire procéder à une expertise appartient également à la personne chargée de la liquidation, visée à l'article 29, alinéa 3, lettre i.</p> <p><sup>2</sup> L'administration de l'enregistrement peut demander l'expertise dans le délai d'un an et le liquidateur dans le délai de 30 jours à compter du jour du dépôt de la déclaration de succession; l'absence de réponse dans le délai de trente jours, à partir de la réception de la demande d'expertise, équivaut à un refus de l'expertise amiable.</p> <p><i>Procédure amiable</i></p> <p><sup>3</sup> Le directeur de l'administration de l'enregistrement peut convenir avec le liquidateur que l'estimation sera faite par un ou des experts désignés d'un commun accord.</p> <p><i>Expertise judiciaire</i></p> <p><sup>4</sup> Dans le cas où le directeur de l'administration de l'enregistrement et le liquidateur ne peuvent convenir d'une expertise amiable, le président du Tribunal de première instance nomme un ou trois experts, sur requête adressée par la partie la plus diligente dans les 10 jours et en double exemplaire; si les parties y consentent, il n'est désigné qu'un seul expert.</p> <p><sup>5</sup> Le président du tribunal, après avoir convoqué les parties dans les 10 jours, sans frais, par lettre recommandée, et les avoir entendues si elles se présentent, décide souverainement du choix des experts.</p> | <p><b>Art. 15, al. 5 (nouvelle teneur)</b></p>                                                                         | <p>Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                 |  |                                                                                          |                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <p><sup>6</sup> Le président du tribunal établit la mission d'expertise et la communique aux experts avec l'indication du délai fixé pour le dépôt du rapport; les experts ne procèdent que parties entendues ou dûment appelées.</p> | <p><b>Rapport d'expertise</b></p> <p><sup>7</sup> Le rapport est remis par les experts en deux exemplaires à l'administration de l'enregistrement; il énonce l'avis motivé des experts et, en cas de diversité d'opinions, celle de chacun d'eux; il est daté et muni de la signature des experts.</p> | <p><b>Communication</b></p> <p><sup>8</sup> L'administration de l'enregistrement communique sans retard au liquidateur un exemplaire du rapport d'expertise.</p> <p><sup>9</sup> Le directeur de l'administration de l'enregistrement et le liquidateur sont liés par un avis unanime des experts ou par l'avis de la majorité d'entre eux; en l'absence d'avis unanime ou majoritaire, le directeur de l'administration de l'enregistrement décide. Dans ce dernier cas, le liquidateur peut utiliser les voies de recours prévues au titre X.</p> | <p><b>Frais et honoraires d'expertise</b></p> <p><sup>10</sup> Quand l'expertise a été demandée par l'administration de l'enregistrement, les frais et honoraires résultant soit de la procédure amiable, soit de la procédure judiciaire, sont à la charge des ayants droit, si l'expertise donne un résultat supérieur au prix indiqué dans la déclaration de succession; dans les autres cas, l'Etat prend à sa charge les frais et honoraires d'expertise.</p> <p><sup>11</sup> Quand l'expertise a été demandée par le liquidateur, les frais sont, dans tous les cas, à la charge des ayants droit.</p> | <p><b>Art. 42 Taxation d'office</b></p> <p><sup>1</sup> L'administration de l'enregistrement peut taxer d'office la succession si l'ayant droit ou son mandataire, après en avoir reçu la demande par avis recommandé, ne remet pas sa déclaration dans le délai imparti.</p> <p><sup>2</sup></p> <p><sup>3</sup> L'administration de l'enregistrement procède à la taxation d'office d'après les renseignements et indications dont elle dispose.</p> | <p><b>Art. 65 Réclamation</b></p> <p><sup>1</sup> Tout débiteur de droits de succession auquel a été notifié un bordereau de droits de succession peut réclamer contre la taxation de l'administration de l'enregistrement.</p> |  | <p>Sont supprimés les termes « après en avoir reçu la demande par avis recommandé ».</p> | <p>Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                        |                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <p><b>Délai</b></p> <p><sup>2</sup> Le délai de réclamation est de trente jours dès la notification du bordereau.</p> <p><b>Procédure</b></p> <p><sup>3</sup> La réclamation motivée est adressée au département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures, par écrit, sur papier libre, avec pièces justificatives à l'appui s'il y a lieu.</p> <p><b>Paiement partiel</b></p> <p><sup>4</sup> Le montant non contesté des droits doit être versé à la caisse de l'Etat, au plus tard dans le délai fixé par le bordereau.</p> <p><sup>5</sup></p> <p><b>Notification de la décision</b></p> <p><sup>6</sup> La décision motivée du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures est notifiée au débiteur par lettre recommandée.</p> <p><sup>7</sup> Elle doit rappeler que les modalités et le délai de recours figurent au verso du bordereau antérieurement notifié.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><sup>6</sup> La décision motivée du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures est notifiée au débiteur.</p>                     |                                                              |
| <p><b>Art. 10 Expertise</b></p> <p><b>Principe</b></p> <p><sup>1</sup> Si le capital, la valeur ou le prix énoncé dans tout acte ou opération, soumis aux droits proportionnels ou progressifs, paraît inférieur au prix réel ou à la valeur vénale, le directeur de l'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup> peut, dans le délai d'un an à compter du jour de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration d'opération, ordonner une estimation par expert.</p> <p><b>Procédure amiable</b></p> <p><sup>2</sup> Le directeur de l'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup> peut convenir avec le débiteur des droits ou son mandataire que l'estimation doit être faite par un ou des experts désignés d'un commun accord.</p> <p><b>Procédure judiciaire</b></p> <p><sup>3</sup> Si, dans les 10 jours qui suivent la proposition du directeur de l'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup> de procéder à une expertise amiable, le débiteur ou son mandataire n'accepte pas cette procédure, le directeur de l'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup> peut faire procéder à une expertise judiciaire; dans ce cas, le président du Tribunal civil nomme 1 ou 3 experts, sur requête du directeur de</p> | <p><sup>6</sup> La loi sur les droits d'enregistrement, du 9 octobre 1969 (LDE – D 3 30), est modifiée comme suit :</p> <p><b>Art. 10, al. 4 (nouvelle teneur)</b></p> | <p>Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>l'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup>; toutefois, si les parties y consentent, il n'est désigné qu'un seul expert.<sup>4b</sup></p> <p>10 jours, sans frais, par lettre recommandée, et les avoir entendues si elles se présentent, décide souverainement du choix des experts.</p> <p>5 Le président du tribunal établit la mission d'expertise et la communique aux experts avec l'indication du délai fixé pour le dépôt du rapport; les experts ne procèdent que parties entendues ou dûment appelées.</p> <p><b>Rapport d'expertise</b></p> <p>6 Le rapport est remis par les experts en 2 exemplaires à l'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup>; il énonce l'avis motivé des experts et, en cas de diversité d'opinions, celle de chacun d'eux; il est daté et muni de la signature des experts.</p> <p><b>Communication</b></p> <p>7 L'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup> communique sans retard au débiteur des droits ou à son mandataire un exemplaire du rapport d'expertise.</p> <p>8 Le directeur de l'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup> et le débiteur des droits ou son mandataire sont liés par un avis unanime des experts ou par l'avis de la majorité d'entre eux; en l'absence d'avis unanime ou majoritaire, le directeur de l'administration de l'enregistrement<sup>4a</sup> décide. Dans ce dernier cas, le débiteur des droits ou son mandataire peut utiliser les voies de recours prévues au titre XXIV.</p> <p><b>Frais et honoraires d'expertise</b></p> <p>9 Les frais et honoraires résultant soit de la procédure amiable, soit de la procédure judiciaire, sont à la charge du débiteur des droits, si l'expertise donne un résultat supérieur au prix indiqué dans l'acte ou la déclaration d'opération; dans les autres cas, l'Etat de Genève prend à sa charge les frais et honoraires d'expertise.</p> <p><b>Art. 170 Taxation d'office</b></p> <p><sup>1</sup> L'administration de l'enregistrement peut taxer d'office un acte ou une opération soumis à l'enregistrement, si les pièces et éléments justificatifs ne sont pas fournis dans le délai imparti, par l'envoi d'un avis recommandé adressé au débiteur des droits ou à celui qui est tenu de faire enregistrer l'acte ou l'opération.</p> <p><sup>2</sup></p> <p><sup>3</sup> L'administration de l'enregistrement procède à la taxation d'office d'après les renseignements et indications dont elle dispose.</p> | <p>4<sup>a</sup> Le président du tribunal, après avoir convoqué les parties dans les 10 jours, sans frais, et les avoir entendues si elles se présentent, décide souverainement du choix des experts.</p> | <p><b>Art. 170. al. 1 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> L'administration de l'enregistrement peut taxer d'office un acte ou une opération soumis à l'enregistrement, si les pièces et éléments justificatifs ne sont pas fournis dans le délai imparti, par l'envoi d'un avis adressé au débiteur des droits ou à celui qui est tenu de faire enregistrer l'acte ou l'opération.</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                 |  |                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--|---------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 178 Réclamation</b></p> <p><sup>1</sup> Tout débiteur de droits d'enregistrement peut réclamer contre la taxation de l'administration de l'enregistrement.</p> <p><i>Délai</i></p> <p><sup>2</sup> Le délai de réclamation est de 30 jours à compter de l'enregistrement de l'acte ou de l'opération, ou de la notification du bordereau dans les cas prévus à l'article 165.</p> <p><i>Procédure</i></p> <p><sup>3</sup> La réclamation motivée est adressée au département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures, par écrit, sur papier libre, avec pièces justificatives à l'appui s'il y a lieu.</p> <p><i>Paiement partiel</i></p> <p><sup>4</sup> Le montant non contesté des droits doit être versé à la caisse de l'Etat, au plus tard dans le délai légal de paiement des droits.</p> <p><sup>5</sup></p> <p><i>Notification de la décision</i></p> <p><sup>6</sup> La décision motivée du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures est notifiée au débiteur par lettre recommandée.</p> <p><sup>7</sup> Cette décision mentionne qu'elle peut être l'objet d'un recours dans les 30 jours et en application des dispositions des articles 179 et 180, sans préjudice des possibilités de recours prévues par le droit fédéral.</p> | <p><b>Art. 178. al. 6 (nouvelle teneur)</b></p> |  | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».                           |
| <p><b>Art. 179 Recours ordinaire au Tribunal administratif de première instance</b></p> <p><sup>1</sup> Le débiteur, dont la réclamation n'a pas été intégralement admise, peut recourir contre la décision du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures au Tribunal administratif de première instance dans sa composition prévue par l'article 44 de la loi de procédure fiscale, du 4 octobre 2001.</p> <p><i>Procédure</i></p> <p><sup>2</sup> Le recours est adressé au Tribunal administratif de première instance.</p> <p><i>Paiement partiel</i></p> <p><sup>3</sup> Le montant non contesté des droits d'enregistrement doit être versé à la caisse de l'Etat, au plus tard dans le délai légal de paiement des droits; à l'expiration de ce délai, le Tribunal administratif de première instance peut ordonner le recouvrement de cette somme conformément aux articles 168 et 169.</p> <p><sup>4</sup></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <p><b>Art. 179. al. 5 (nouvelle teneur)</b></p> |  | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée, avec accusé de réception ». |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <p><i><b>Notification de la décision</b></i></p> <p><sup>5</sup> La décision du Tribunal administratif de première instance est notifiée aux deux parties, en copie certifiée conforme, par lettre recommandée, avec accusé de réception.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p><sup>5</sup> La décision du Tribunal administratif de première instance est notifiée aux deux parties, en copie certifiée conforme, avec accusé de réception.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                              |
| <p><b>Art. 145 Inscription au registre foncier</b></p> <p><sup>1</sup> Les droits de propriété dérivant des articles 139 à 144 sont inscrits au registre foncier.</p> <p><i><b>Limites naturelles fluctuantes</b></i></p> <p><sup>2</sup> Lorsque les limites d'un immeuble par rapport au domaine public font l'objet de modifications en raison des effets naturels du lac ou d'un cours d'eau, la direction de l'information du territoire doit requérir l'inscription au registre foncier de la mention « limite naturelle fluctuante » pour les parcelles concernées. Les propriétaires en sont avisés par lettre recommandée.</p> | <p><sup>7</sup> La loi d'application du code civil suisse et d'autres lois fédérales en matière civile, du 11 octobre 2012 (LaCC – E 1 05), est modifiée comme suit :</p> <p><b>Art. 145, al. 2 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>2</sup> Lorsque les limites d'un immeuble par rapport au domaine public font l'objet de modifications en raison des effets naturels du lac ou d'un cours d'eau, la direction de l'information du territoire doit requérir l'inscription au registre foncier de la mention « limite naturelle fluctuante » pour les parcelles concernées. Les propriétaires en sont avisés.</p> | <p>Sont supprimés les termes « par lettre recommandée. »</p> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><sup>8</sup> La loi d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger, du 20 juin 1986 (LaFAIE – E 1 43), est modifiée comme suit :</p> <p><b>Art. 17, al. 2 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>2</sup> Elles sont notifiées aux parties ainsi qu'aux autorités intéressées en application de l'article 17, alinéa 2, de la loi fédérale.</p>                                                                                                                                                                                                                      | <p>Sont supprimés les termes « par pli recommandé ».</p>     |
| <p><b>Art. 17 Forme et notification</b></p> <p><sup>1</sup> Les décisions de l'autorité cantonale compétente sont motivées et indiquent les voies de recours.</p> <p><sup>2</sup> Elles sont notifiées aux requérants par pli recommandé ainsi qu'aux autorités intéressées en application de l'article 17, alinéa 2, de la loi fédérale.</p> <p><sup>3</sup> L'autorité cantonale habilitée à recourir notifie sa décision accompagnée du dossier complet à l'Office fédéral de la justice en application de l'article 17, alinéa 3, de la loi fédérale.</p>                                                                           | <p><sup>9</sup> La loi sur la profession d'avocat, du 26 avril 2002 (LPav – E 6 10), est modifiée comme suit :</p> <p><b>Art. 46, al. 1 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> Les décisions de la commission sont motivées et notifiées à l'intéressé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <p>Sont supprimés les termes « par pli recommandé ».</p>     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                              |                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| <p><sup>2</sup> Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l’avocat ou l’avocat stagiaire en cause, qui peut se faire assister par un autre avocat, ait été entendu ou dûment convoqué.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p><sup>10</sup> La loi sur les procédures de réclame, du 9 juin 2000 (LPR – F 3 20), est modifiée comme suit :</p>                                                                                                          |                                                               |
| <p><b>Art. 29 Procédure</b></p> <p><sup>1</sup> La commune notifie aux intéressés, par lettre recommandée, les mesures qu’elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu’il n’y ait urgence.</p> <p><sup>2</sup> Elle peut procéder elle-même à la suppression immédiate des procédures de réclame installées sans autorisation sur le domaine public communal et cantonal qui relève de sa compétence au sens de la présente loi, sur son domaine privé et sur les parcelles privées propriétés des fondations communales sises sur son territoire.</p>                      | <p><b>Art. 29, al. 1 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> La commune notifie aux intéressés les mesures qu’elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu’il n’y ait urgence.</p>                     | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».         |
| <p><b>Art. 30 Travaux d’office</b></p> <p><sup>1</sup> Si le délai d’exécution est expiré sans résultat, il n’est procédé d’office aux mesures ordonnées qu’à l’échéance d’un nouveau délai de 5 jours au moins, imparté par lettre recommandée.</p> <p><sup>2</sup> En cas d’urgence, les mesures qui n’ont pas été exécutées dans les 24 heures qui suivent la notification sont entreprises d’office.</p> <p><sup>3</sup> Toutefois, en cas de dommage imminent, la commune prend immédiatement les mesures nécessaires. Elle en informe les intéressés dans les délais les plus courts.</p> | <p><b>Art. 30, al. 1 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> Si le délai d’exécution est expiré sans résultat, il n’est procédé d’office aux mesures ordonnées qu’à l’échéance d’un nouveau délai de 5 jours au moins.</p> | Sont supprimés les termes « imparté par lettre recommandée. » |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p><sup>11</sup> La loi sur la prévention des sinistres, l’organisation et l’intervention des sapeurs-pompiers, du 30 octobre 2020 (LPSSP – F 4 05), est modifiée comme suit :</p>                                           |                                                               |
| <p><b>Art. 33 Procédure</b></p> <p><sup>1</sup> L’autorité compétente selon la loi notifie aux communes et aux autres intéressés, par lettre recommandée, les mesures qu’elle ordonne.</p> <p><sup>2</sup> Elle fixe un délai d’exécution, sauf cas d’urgence.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <p><b>Art. 33, al. 1 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> L’autorité compétente selon la loi notifie aux communes et aux autres intéressés, les mesures qu’elle ordonne.</p>                                            | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».         |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p><sup>12</sup> La loi d’application des dispositions fédérales en matière de protection civile, du 9 octobre 2008 (LProCi – G 2 05), est modifiée comme suit :</p>                                                         |                                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                |                                                                                                                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 19 Remise en état et réparation des abris</b></p> <p><sup>1</sup> Si des défauts sont constatés dans un ouvrage, le département notifie aux intéressés, les mesures qu'il ordonne et fixe un délai pour l'exécution.</p> <p><sup>2</sup> En cas de non respect des mesures prescrites, des travaux d'office sont exécutés aux frais du propriétaire de l'ouvrage.</p> <p><sup>3</sup> Si l'adaptation aux mesures prescrites entraîne des dépenses disproportionnées, le département notifie au propriétaire une décision l'astreignant à verser une contribution de remplacement pour chaque place protégée faisant défaut.</p>                                                                 | <p><b>Art. 19, al. 1 et 2 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> Si des défauts sont constatés dans un ouvrage, le département notifie aux intéressés, les mesures qu'il ordonne et fixe un délai pour l'exécution.</p> <p><sup>2</sup> En cas de non-respect des mesures prescrites, des travaux d'office sont exécutés aux frais du propriétaire de l'ouvrage.</p>                                        |                                                                                                                | <p>Sont supprimés à l'alinéa 1 les termes « par lettre recommandée ».</p> <p>Une erreur orthographique est par ailleurs corrigée à l'alinéa 2 (« non-respect »).</p> |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p><sup>13</sup> La loi sur les routes, du 28 avril 1967 (L.Routes – L 110), est modifiée comme suit :</p>     |                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Art. 80 Procédure</b></p> <p>L'autorité compétente notifie aux intéressés, par lettre recommandée, les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | <p><b>Art. 80 (nouvelle teneur)</b></p> <p>L'autorité compétente notifie aux intéressés, par courrier, les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                | <p>Sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ».</p>                                                                                            |
| <p><b>Art. 82 Travaux d'office</b></p> <p><sup>1</sup> En cas d'urgence, les mesures qui n'ont pas été exécutées dans les 24 heures qui suivent la notification sont entreprises d'office.</p> <p><sup>2</sup> Toutefois, en cas de dommage imminent, l'autorité compétente peut prendre immédiatement les mesures nécessaires. Elle en informe les intéressés dans les délais les plus courts.</p> <p><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours au moins, imparti par lettre recommandée.</p> <p><sup>4</sup> Les dispositions du chapitre III sont réservées.</p> | <p><b>Art. 82, al. 3 (nouvelle teneur)</b></p> <p>L'autorité compétente notifie aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours au moins imparti par courrier.</p> <p><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours au moins imparti par courrier.</p> |                                                                                                                | <p>Sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ».</p>                                                                                            |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p><sup>14</sup> La loi sur les déchets, du 2 septembre 2022 (LDéchets – L 121), est modifiée comme suit :</p> |                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Art. 45 Procédure</b></p> <p>L'autorité compétente notifie à la contrevenante ou au contrevenant, par pli recommandé, les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai convenable pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p><b>Art. 45 (nouvelle teneur)</b></p> <p>L'autorité compétente notifie à la contrevenante ou au contrevenant les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai convenable pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                                        |                                                                                                                | <p>Sont supprimés les termes « par pli recommandé ».</p>                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 46 Travaux d'office</b></p> <p><sup>1</sup> En cas d'urgence, les mesures qui n'ont pas été exécutées dans les 24 heures qui suivent la notification sont entreprises d'office par l'autorité compétente.</p> <p><sup>2</sup> Toutefois, en cas de danger imminent, l'autorité compétente peut prendre immédiatement les mesures nécessaires. Elle en informe l'exploitant ou l'exploitant dans les délais les plus courts.</p> <p><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échu sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par pli recommandé.</p> | <p><b>Art. 46, al. 3 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échu sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.</p> <p><sup>15</sup> La loi sur les ressources du sous-sol, du 7 avril 2017 (LRSS-L 3 05), est modifiée comme suit :</p>                     | <p>Sont supprimés et remplacés les termes « par pli recommandé ».</p> |
| <p><b>Art. 22 Procédure</b></p> <p>Le département notifie au contrevenant, sous pli recommandé, les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai convenable pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | <p><b>Art. 22 (nouvelle teneur)</b></p> <p>Le département notifie au contrevenant les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai convenable pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                                                                         | <p>Sont supprimés les termes « sous pli recommandé ».</p>             |
| <p><b>Art. 23 Travaux d'office</b></p> <p><sup>1</sup> En cas d'urgence, les mesures qui n'ont pas été exécutées dans les 24 heures qui suivent la notification sont entreprises d'office par le département.</p> <p><sup>2</sup> Toutefois, en cas de danger imminent, le département peut prendre immédiatement les mesures nécessaires. Il en informe le prospectant, l'exploitant ou l'exploitant dans les délais les plus courts.</p> <p><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échu sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par pli recommandé.</p> | <p><b>Art. 23, al. 3 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échu sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.</p> <p><sup>16</sup> La loi sur les gravières et exploitations assimilées, du 28 octobre 1999 (LGEA – L 3 10), est modifiée comme suit :</p> | <p>Sont supprimés les termes « imparti par pli recommandé ».</p>      |
| <p><b>Art. 25 Procédure</b></p> <p><sup>1</sup> Le département notifie aux intéressés, par lettre recommandée, les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.</p> <p><sup>2</sup> Ces mesures sont dispensées de la procédure d'autorisation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p><b>Art. 25, al. 1 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> Le département notifie aux intéressés les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                                                                 | <p>Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».</p>          |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |  |                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|----------------------------------------------------------------------------|
| <b>Art. 26 Travaux d'office</b><br><sup>1</sup> En cas d'urgence, les mesures qui n'ont pas été exécutées dans les 24 heures qui suivent la notification sont entreprises d'office par le département.<br><sup>2</sup> Toutefois, en cas de danger imminent, le département peut prendre immédiatement les mesures nécessaires. Il en informe les intéressés dans les délais les plus courts.<br><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échü sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par lettre recommandée. | <b>Art. 26, al. 3 (nouvelle teneur)</b><br><br><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échü sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.<br><br><sup>17</sup> La loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites, du 4 juin 1976 (LPMNS – L 4 05), est modifiée comme suit : |  | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».                      |
| <b>Art. 51 Procédure</b><br>L'autorité compétente notifie aux intéressés, par lettre recommandée, les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <b>Art. 51 (nouvelle teneur)</b><br>L'autorité compétente notifie aux intéressés les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.                                                                                                                                                                                                                      |  | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».                      |
| <b>Art. 53 Travaux d'office</b><br><sup>1</sup> En cas d'urgence, les mesures qui n'ont pas été exécutées dans les 24 heures qui suivent la notification sont entreprises d'office.<br><sup>2</sup> Toutefois, en cas de dommage imminent, l'autorité compétente prend immédiatement les mesures nécessaires. Elle en informe les intéressés dans les délais les plus courts.<br><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échü sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours au moins, imparti par lettre recommandée.               | <b>Art. 53, al. 3 (nouvelle teneur)</b><br><br><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est échü sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours imparti par courrier.<br><br><sup>18</sup> La loi sur les constructions et les installations diverses, du 14 avril 1988 (LCI – L 5 05), est modifiée comme suit :        |  | Sont supprimés et remplacés les termes « imparti par lettre recommandée ». |
| <b>Art. 132 Procédure</b><br><sup>1</sup> Le département notifie aux intéressés, par lettre recommandée, les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.<br><sup>2</sup> Ces mesures sont dispensées de la procédure d'autorisation. Le département peut toutefois exiger la présentation des pièces prévues à l'article 2.                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Art. 132, al. 1 (nouvelle teneur)</b><br><sup>1</sup> Le département notifie aux intéressés les mesures qu'il ordonne. Il fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'il n'invoque l'urgence.                                                                                                                                                                                                              |  | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».                      |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| <b>Art. 133 Travaux d'office</b><br><sup>1</sup> En cas d'urgence, les mesures qui n'ont pas été exécutées dans les 24 heures qui suivent la notification sont entreprises d'office par le département.<br><sup>2</sup> Toutefois, en cas de danger imminent, le département peut prendre immédiatement les mesures nécessaires. Il en informe les intéressés dans les délais les plus courts.<br><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours, impartit par lettre recommandée.                                                                                                                            | <b>Art. 133. al. 3 (nouvelle teneur)</b><br><br><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours impartit par courrier.<br><br><sup>19</sup> La loi sur le ramonage et les contrôles spécifiques des émanations de fumées, du 17 décembre 1981 (LRam – L 5 25), est modifiée comme suit : | Sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ». |
| <b>Art. 12 Exécution des mesures</b><br><sup>1</sup> Les propriétaires, les locataires et les maîtres ramoneurs officiels doivent se conformer aux mesures prises en vertu de l'article 10 et en faciliter l'exécution.<br><b>Travaux d'office</b><br><sup>2</sup> En cas d'urgence, le département fait exécuter immédiatement les travaux par un maître ramoneur officiel ou prend lui-même les mesures nécessaires. Il en informe les propriétaires, les locataires et le maître ramoneur officiel intéressé dans les délais les plus courts.<br><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours impartit par lettre recommandée. | <b>Art. 12, al. 3 (nouvelle teneur)</b><br><br><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours impartit par courrier.<br><br><sup>20</sup> La loi sur l'exercice des professions d'architecte et d'ingénieur, du 17 décembre 1982 (LPAI – L 5 40), est modifiée comme suit :                                   | Sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ». |
| <b>Art. 14 Procédure</b><br><sup>1</sup> La chambre se saisit d'office, sur plainte ou dénonciation, de toute question concernant l'activité professionnelle d'un mandataire ou d'une personne morale, bureau ou entreprise qui bénéficie, dans le cadre de son activité, de l'inscription d'un mandataire au tableau. <sup>a</sup><br><sup>2</sup> Après avoir constaté sa compétence, la chambre désigne l'un de ses membres pour diriger l'instruction.<br><sup>3</sup> Les parties sont entendues. Elles peuvent consulter toutes les pièces du dossier, entreprendre l'administration de preuves, défendre leur                                                                                                                                     | <b>Art. 14, al. 4 (nouvelle teneur)</b><br><br><sup>3</sup> Les parties sont entendues. Elles peuvent consulter toutes les pièces du dossier, entreprendre l'administration de preuves, défendre leur                                                                                                                                                                                                                              | Sont supprimés et remplacés les termes « sous pli recommandé »     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                       |  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--|
| cause par écrit ou oralement et se faire assister d'une personne de leur choix.<br>4 La décision est rendue par écrit et notifiée sous pli recommandé.<br>5 Un émolument peut être mis à la charge de la partie qui succombe.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 4 La décision est rendue par écrit et notifiée à l'intéressé.                                                                                                                                                                                                                                              |                                                       |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 21 La loi sur les améliorations foncières, du 5 juin 1987 (LAmF – M 1 05), est modifiée comme suit :                                                                                                                                                                                                       |                                                       |  |
| <b>Art. 27 Convocation</b><br>1 Tous les propriétaires des immeubles situés à l'intérieur du périmètre provisoire sont convoqués par lettre recommandée en assemblée générale, par le conseil administratif de la commune où se trouve la majeure partie des terrains situés dans le périmètre ou par le département.<br>2 La convocation est publiée dans la Feuille d'avis officielle et affichée au pilier public.                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Art. 27, al. 1 (nouvelle teneur)</b><br>1 Tous les propriétaires des immeubles situés à l'intérieur du périmètre provisoire sont convoqués en assemblée générale par le conseil administratif de la commune où se trouve la majeure partie des terrains situés dans le périmètre ou par le département. | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ». |  |
| <b>Art. 50 Périmètre</b><br>1 Le périmètre approuvé par l'assemblée générale constitutive est soumis à une enquête publique.<br>2 Le département publie dans la Feuille d'avis officielle un avis indiquant la création d'un syndicat d'améliorations foncières.<br>3 L'avis précise que les statuts dudit syndicat et le plan du périmètre proposé sont déposés dans les communes concernées pendant 30 jours dès la date de la publication de l'avis.<br>4 Un avis identique est adressé sous pli recommandé à tous les propriétaires inclus dans le périmètre. Il précise que dans le même délai les réclamations écrites peuvent être déposées à la mairie.                | <b>Art. 50, al. 4 (nouvelle teneur)</b><br><br>4 Un avis identique est adressé à tous les propriétaires inclus dans le périmètre. Il précise que dans le même délai les réclamations écrites peuvent être déposées à la mairie.                                                                            | Sont supprimés les termes « sous pli recommandé ».    |  |
| <b>Art. 55 Procédure</b><br>1 Tous les propriétaires dont les terrains sont situés dans le périmètre modifié, sont convoqués par le comité, par pli recommandé.<br>2 La modification du périmètre fait l'objet d'un arrêté du Conseil d'Etat sans publication, ni enquête publique, si la totalité des propriétaires donnent leur accord.<br>3 La modification du périmètre est soumise à l'enquête publique, conformément à l'article 50 et fait l'objet d'un arrêté du Conseil d'Etat, lorsque la majorité des propriétaires inscrits au registre foncier ou lorsque les propriétaires possédant plus de la moitié de la surface, ajoutée ou retranchée, donnent leur accord | <b>Art. 55, al. 1 (nouvelle teneur)</b><br>1 Tous les propriétaires dont les terrains sont situés dans le périmètre modifié, sont convoqués par le comité.                                                                                                                                                 | Sont supprimés les termes « par pli recommandé ».     |  |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                 |                                                              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 66 Avis aux propriétaires</b></p> <p><sup>1</sup> Un avis de mise à l'enquête publique est adressé par le comité sous pli recommandé à chaque propriétaire, avec un extrait de son compte.</p> <p><sup>2</sup> L'avis porte l'indication qu'une réclamation peut être adressée par l'intéressé dans le délai de 30 jours, à compter de la date de la mise à l'enquête, à la commission de classification en mentionnant les points sur lesquels elle porte et les modifications demandées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <p><b>Art. 66, al. 1 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> Un avis de mise à l'enquête publique est adressé par le comité à chaque propriétaire, avec un extrait de son compte.</p>                                         | <p>Sont supprimés les termes « sous pli recommandé ».</p>    |
| <p><b>Art. 67 Entrée en possession et mise en culture</b></p> <p><sup>1</sup> Dès que la répartition des terres est définitive et que les nouvelles parcelles sont délimitées sur le terrain, l'assemblée générale, convoquée à cet effet par le comité, fixe avec l'accord du département, la date d'entrée en possession des nouvelles parcelles, ainsi que leur mise en culture, au besoin par secteur et en fixe les conditions.</p> <p><sup>2</sup> L'assemblée peut aussi décider l'entrée en possession :</p> <p>a) des seules parcelles dont l'attribution ne donne pas lieu à contestation;</p> <p>b) de toutes les parcelles lorsque les contestations ne portent que sur les montants d'une indemnité.</p> <p><sup>3</sup> Le comité avise les propriétaires par lettre recommandée, à charge pour eux d'informer leurs fermiers.</p> <p><sup>4</sup> L'avis mentionne les différentes conditions aux restrictions apportées à la mise en culture. Il a force obligatoire envers tous les membres du syndicat.</p> | <p><b>Art. 67, al. 3 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>3</sup> Le comité avise les propriétaires, à charge pour eux d'informer leurs fermiers.</p>                                                                              | <p>Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».</p> |
| <p><b>Art. 72 Mise à l'enquête</b></p> <p><sup>1</sup> Le tableau de ces estimations spéciales est déposé pendant 30 jours dans les mairies des communes intéressées.</p> <p><sup>2</sup> Un avis est adressé à chaque propriétaire sous pli recommandé avec indication des voies et délais de réclamation, ainsi qu'un extrait des estimations qui le concernent.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p><b>Art. 72, al. 2 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>2</sup> Un avis est adressé à chaque propriétaire avec indication des voies et délais de réclamation, ainsi qu'un extrait des estimations qui le concernent.</p>         | <p>Sont supprimés les termes « sous pli recommandé ».</p>    |
| <p><b>Art. 74 Mise à l'enquête</b></p> <p><sup>1</sup> L'immatriculation du nouvel état est mise à l'enquête publique au registre foncier, conformément aux dispositions de la loi d'application du code civil suisse et autres lois fédérales en matière civile, du 28 novembre 2010.</p> <p><sup>2</sup> Le registre foncier adresse un avis recommandé à tous les propriétaires et titulaires de droits intéressés, en indiquant les voies de droit et le délai de réclamation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p><b>Art. 74, al. 2 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>2</sup> Le registre foncier adresse un avis à tous les propriétaires et titulaires de droits intéressés, en indiquant les voies de droit et le délai de réclamation.</p> | <p>Est supprimé le terme « recommandé ».</p>                 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Art. 81 Notification individuelle</b></p> <p><sup>1</sup> Le comité notifie par lettre recommandée à chaque propriétaire un extrait du document qui répartition définitivement les frais en lui indiquant le montant de sa contribution.</p> <p><sup>2</sup> Cette contribution est payable dans un délai de 3 mois.</p> <p><sup>3</sup> Une réclamation, portant sur son décompte individuel, peut être adressée dans les 30 jours par le propriétaire à la commission de classification.</p>                                                                                                                                                             | <p><b>Art. 81, al. 1 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>1</sup> Le comité notifie à chaque propriétaire un extrait du document qui répartition définitivement les frais en lui indiquant le montant de sa contribution.</p>                                                                                                                            | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».              |
| <p><b>Art. 96 Procédure et délai</b></p> <p><sup>1</sup> La commission de classification doit statuer dans un délai convenable.</p> <p><sup>2</sup> Faute pour elle de statuer, et sur requête du réclamant, la commission centrale fixe à la commission de classification un délai pour prendre une décision.</p> <p><sup>3</sup> La commission de classification entend le réclamant et procède au besoin à une visite locale en sa présence.</p> <p><sup>4</sup> A défaut d'accord, la commission de classification rend une décision motivée qui est adressée à chaque intéressé sous pli recommandé, avec indication de la voie et du délai de recours.</p> | <p><b>Art. 96, al. 4 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>4</sup> A défaut d'accord, la commission de classification rend une décision motivée qui est adressée à chaque intéressé, avec indication de la voie et du délai de recours.</p> <p><sup>22</sup> La loi sur la police rurale, du 31 août 2017 (LPRur – M 2 25), est modifiée comme suit :</p> | Sont supprimés les termes « sous pli recommandé ».                 |
| <p><b>Art. 8 Procédure</b></p> <p>L'autorité compétente notifie aux intéressés, par lettre recommandée, les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <p><b>Art. 8 (nouvelle teneur)</b></p> <p>L'autorité compétente notifie aux intéressés les mesures qu'elle ordonne. Elle fixe un délai pour leur exécution, à moins qu'elle n'invoque l'urgence.</p>                                                                                                                                                  | Sont supprimés les termes « par lettre recommandée ».              |
| <p><b>Art. 10 Travaux d'office</b></p> <p><sup>1</sup> En cas d'urgence, les mesures qui n'ont pas été exécutées dans les 24 heures qui suivent la notification sont entreprises d'office.</p> <p><sup>2</sup> Toutefois, en cas de dommage imminent, l'autorité compétente prend immédiatement les mesures nécessaires. Elle en informe les intéressés dans les délais les plus courts.</p> <p><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai de 5 jours au moins, impartit par lettre recommandée.</p>                                 | <p><b>Art. 10, al. 3 (nouvelle teneur)</b></p> <p><sup>3</sup> Dans les autres cas, si le délai d'exécution est expiré sans résultat, il n'est procédé d'office aux mesures ordonnées qu'à l'échéance d'un nouveau délai d'au moins 5 jours impartit par courrier.</p>                                                                                | Sont supprimés et remplacés les termes « par lettre recommandée ». |

|  |                                                                                                             |  |
|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
|  | <b>Art.2    Entrée en vigueur</b><br>Le Conseil d'Eiat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. |  |
|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|